

▪ Émeutes : « Les vaincus du jeu social en veulent à l'école »

Entretien

Selon le sociologue François Dubet, les émeutes qui ont suivi le décès du jeune Nahel le 27 juin dernier à Nanterre montrent l'urgence de réformer l'école. En effet, la compétition scolaire laisse aujourd'hui sur le carreau des perdants qui développent un fort ressentiment à l'égard de l'État, dont l'école est l'ambassadrice.

Recueilli par Emmanuelle Lucas, le 26/07/2023

La Croix : L'exécutif semble penser que l'éducation nationale doit monter en première ligne après les émeutes. Qu'en pensez-vous ?

François Dubet : J'y vois une sorte de réflexe national. Dès qu'un problème touche la jeunesse, la première question consiste à se demander ce qu'a fait – ou n'a pas fait – l'école pour en arriver là. Cela se vérifie dans tous les domaines. Les médecins constatent que les adolescents sont en surpoids : qu'a fait l'école ? Les jeunes découvrent la sexualité au collège : que fait l'école ? etc. Les professeurs, eux, répondent : « *Que voulez-vous que nous y fassions ?* », faisant valoir à juste titre que ces problèmes dépassent, et de très loin, les frontières des établissements.

Les racines de ce vieux réflexe plongent très loin dans l'histoire. En France, l'école de la République s'est construite en miroir de l'école catholique et partage avec elle une vocation au salut : l'une sauve l'élève en Dieu, l'autre sauve le citoyen par la République. Mais dans les deux cas, il y a cette même idée de salut et d'être dépassé par une mission plus grande que soi.

En quoi ce constat percute l'actualité des banlieues ?

F. D. : Aujourd'hui, le discours très largement tenu aux enfants et aux adolescents est celui-ci : « *Si tu ne réussis pas à l'école, tu ne t'en sortiras pas.* » L'école a le monopole du tri social et désigne seule les vainqueurs et les vaincus du système, édicte qui mérite de s'en sortir ou pas. Le diplôme décide de la vie des gens, y compris très tard. Il est saisissant de constater que, dans les procédures de recrutement, les candidats, même expérimentés, se voient demander quel est le diplôme qu'ils ont obtenu à 20 ans.

Ce système a deux défauts : d'une part, l'école se retrouve presque écrasée par son propre poids. D'autre part, comme elle choisit les vainqueurs et les vaincus du jeu social, ces derniers lui en veulent. Et, à travers elle, en veulent à l'État. Toutes les études montrent ainsi que l'attachement aux valeurs démocratiques est fortement corrélé au diplôme. Seuls les vainqueurs de la compétition scolaire adhèrent aujourd'hui à l'autorité de l'État, les vaincus en veulent à l'école. Cela se constate dans tous les pays comparables : le diplôme est devenu le principal déterminant du vote. En 1980, on votait selon sa classe sociale, mais ce n'est plus le cas aujourd'hui.

Dans cette perspective, est-ce une bonne idée, dès lors, de tout miser à nouveau sur l'école et d'appeler à la « désétatiser », comme semblent le faire certains proches du président ?

F. D. : Tout dépend ce que l'on met derrière : si « désétatiser » signifie « privatiser », alors l'explosion des inégalités sociales est assurée. En revanche, s'il s'agit de donner beaucoup plus d'autonomie aux établissements afin qu'ils répondent au mieux aux besoins de leurs élèves, cela peut être une bonne chose. On pourrait imaginer un système scolaire conçu depuis le terrain, dans lequel l'État se contenterait de fixer le niveau attendu des élèves en fin de sixième, cinquième, etc. et qui laisserait aux établissements les choix des moyens à mettre en place afin d'y parvenir. Un peu comme on laisse aux médecins le choix du traitement à prescrire à leur patient ! Ce chantier est néanmoins très ambitieux.

Il faudrait aussi que l'école accepte de partager sa mission de sélection sociale. Une façon d'y parvenir serait de donner aux perdants de la compétition scolaire d'autres chances de s'en sortir, grâce à la validation de l'expérience, grâce au crédit éducation, par exemple. Ou par la reconnaissance de ce que les pays anglo-saxons appellent les « *soft skills* », ces qualités personnelles d'entraide, d'endurance, d'adresse manuelle, que l'école ignore et qui sont pourtant indispensables.